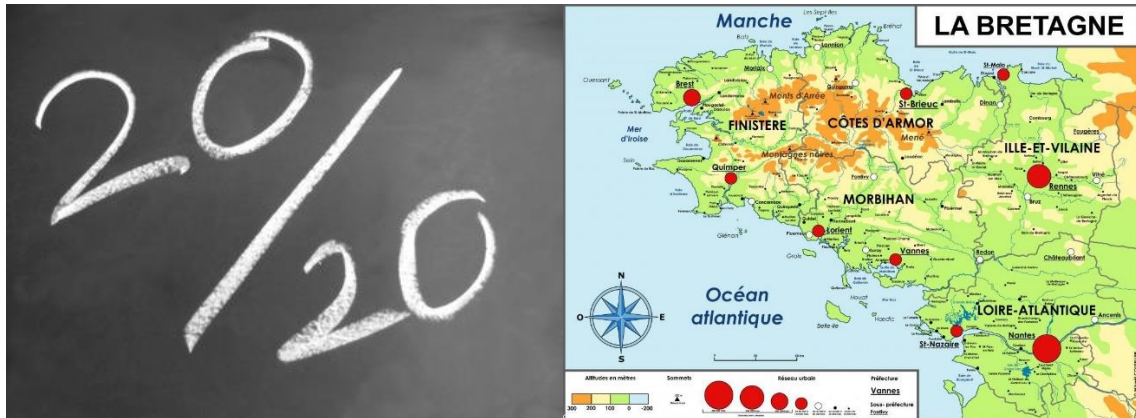


# L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE LA BRETAGNE

## Dossier 4. La langue bretonne.



# 20

## DOSSIERS POUR LES ÉLECTIONS RÉGIONALES.

*Dans le cadre des élections régionales des 6 et 13 décembre 2015, Construire la Bretagne a décidé de mettre sur la table 20 dossiers qui semblent prioritaires pour le développement de la Bretagne. Nous ne sommes pas encartés : nous sommes Bretons. L'idée est tout simplement de faire vivre le débat démocratique avec trois niveaux possibles de réaction (les candidats, les organisations, les citoyens...). Il s'agit d'individualiser des sujets majeurs, d'en réaliser un diagnostic, d'envisager surtout des solutions pour aider à l'essor breton et faire vivre la démocratie participative.*

**Le Comité de rédaction de Construire la Bretagne.** <http://www.construirelabretagne.bzh/>

## Dossier 4. La langue bretonne.

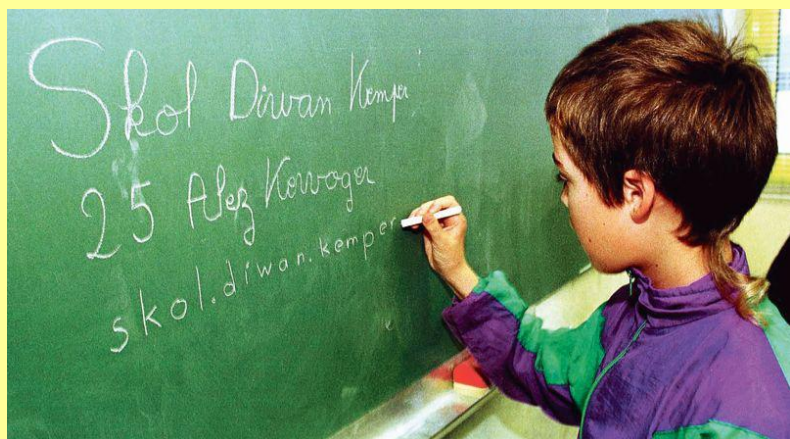
Nous faisons sans aucune hésitation le choix de consacrer un dossier entier aux enjeux de la langue bretonne pour en souligner l'importance. Ce sujet est en effet tout simplement un enjeu de civilisation et Alan Stivell a raison lorsqu'il chante « Hep brezhoneg, Breizh ebet ! » (sans breton, pas de Bretagne). Si les Bretons perdent ce patrimoine et cette langue uniques, ce désastre sera une honte immémoriale. Si, à l'inverse, ils parviennent -et c'est tout à fait possible- à relever le défi pour en faire une langue toujours plus vivante, quelle fierté ! Cet enjeu est névralgique, bien plus qu'on ne le croit. Sa maîtrise déterminera significativement l'avenir du pays.

### Diagnostic

Alors que l'on comptait 1 million de bretonnants au début du XX<sup>e</sup> siècle, le nombre de locuteurs atteint aujourd'hui environ 200 000 personnes. Il a donc été divisé par cinq en cent ans et cette catastrophe se poursuit. Malgré l'essor des écoles bilingues (les « 3.D » : Diwan, Dihun et Div Yezh), le nombre de brittophones décédant l'emporte encore sur celui des nouveaux locuteurs. La lente érosion se poursuit malgré différentes actions militantes ou conduites sous la houlette du Conseil régional.

Une catastrophe en effet. Une tragédie bien plus grave que ne l'évoquent les discours communs. Une langue est un logiciel de pensée original créé en adéquation avec un territoire et un milieu humain. Depuis plus de 1000 ans et même 1500 ans, des hommes ont ici incessamment inventé et affiné des mots, des expressions, des tournures d'esprit... en correspondance avec l'identité du pays et pour

mieux le valoriser. Dans le Léon, chaque rocher avait un nom pour une pêche plus efficace. Chaque champ était nommé souvent pour en décrire les propriétés et singularités agronomiques (traoñ an dour, par exemple). Une langue est tout sauf l'élément neutre. A une époque où les ressources étaient rares, elle était le dénominateur pour qualifier, maîtriser et valoriser le



potentiel d'une surface appropriée. Une langue est l'échafaudage patient d'un pays initialement perçu, peu à peu compris pour plus de développement. On est bien ici dans des logiques économiques et de développement durable. Quand le « Penn ar Bed » (bout et début du monde) devient en français le Finistère (la fin des terres), c'est toute une vision stratégique et de positionnement qui s'effondre. Quand la mer bretonne (Mor Breizh) est nommée « Manche », on perd évidemment une ressource conceptuelle et logistique, on ne pense même plus à l'univers des possibles. Le breton a été parlé sur

l'essentiel du territoire jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle (la ligne Loth s'arrêtait aux portes de Rennes et courait jusqu'à Pornic en Loire-Atlantique) avant de concerner plus spécifiquement l'ouest de la Bretagne, courant alors de Plouha à Sarzeau. La partie orientale parle alors le gallo qui écrit, lui aussi, un récit linguistique qu'il convient de valoriser. Plus proche du français, cette langue gallèse (ce n'est pas un « patois ») a été plus facilement diluée et sa revitalisation sera objectivement difficile, même s'il faut également tout faire pour en assurer la promotion et perpétuer cet autre logiciel de pensée. La langue bretonne est de façon différente celtique et la seule de ce type parlée dans toute l'Europe continentale. A l'instar de la langue basque qui serait une des langues les plus anciennes parlées en Europe, elle est un patrimoine hors du commun qui impose sa valorisation et promotion, pour des raisons certes de « biodiversité linguistique », mais surtout dans une logique d'animation territoriale réfléchie et porteuse, en lien avec le développement durable.

Aujourd'hui, à l'heure d'Internet et de la mobilité, il est à noter que la frontière linguistique « Haute Bretagne / Basse Bretagne » tend à s'estomper. Certes, on n'a plus d'écoles en langue bretonne dans la Bretagne occidentale. Toutefois, les études remarquables de l'Office Public de la Langue Bretonne (Ofis Publik ar Brezhoneg) montrent que des pôles importants d'enseignement existent désormais à



Nantes (plus exactement Saint-Herblain), Rennes ou Redon. Alors que le breton était, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, considéré comme la « langue des ploucs », il s'avère désormais que toutes les professions et notamment les professions supérieures (cadres, intellectuels, artistes...) ont compris l'intérêt de cette transmission et placent leurs enfants en classes bilingues. De multiples chercheurs (C. Hagège et G. Dalgalian par exemple) ont démontré les bénéfiques intellectuels (pour les maths, les sciences physiques...) associés à une instruction

polyglotte, tout simplement parce que l'apprentissage de langues diverses stimule l'esprit. En 2013, et cela est vrai pour d'autres années, le lycée Diwan de Carhaix en combinant différents indicateurs (le taux de réussite, mais aussi le critère d'accessibilité sociale...) est classé par le journal Le Figaro comme le meilleur lycée de France, devant Louis-Le-Grand et Henri IV (<http://etudiant.lefigaro.fr/les-news/palmares/detail/article/le-classement-2013-des-meilleurs-lycees-de-france-1540/>). Ceux qui prétendent que « le breton ne sert à rien » se trompent lourdement. Cette langue est à l'inverse un gage de réussite, un outil supplémentaire pour trouver un emploi (enseignement, média, entreprise, traduction... avec 1 300 emplois en 2015), un levier d'élévation culturelle, un élément central pour correspondre et « dialoguer » avec le pays dans lequel on vit. De manière parallèle, la langue est un marqueur économique même s'il ne faut pas en exagérer l'altérité. Les « Côtes-du-Nord » sont devenues en 1989 les « Côtes d'Armor » et plus personne ne regrette ce choix. Sur le site de l'I.N.P.I (la protection des marques), le mot « Breizh » est choisi par près de 500 entreprises (sans oublier les Triskell ou Triskalia, le choix de multiples mots bretons choisis par les entreprises pour marquer l'ancrage et renforcer la prospérité économique : Sterenn, Stered, Armor lux, ArMen, Traou Mad...). Le breton n'est pas une langue du passé mais un marqueur d'avenir. Si le Stade Rennais, en Haute Bretagne, choisit en 2015 avec le soutien de 72 % des votants l'appellation « Roazhon Park » pour renommer son stade, ce n'est évidemment pas un hasard.

Pourtant, malgré des progrès évidents, cet enjeu linguistique nous semble envisagé de façon trop étriqué. Certes, à l'inverse de la plupart des pays européens, la France « indivisible » multiplie les obstacles pour limiter voire interdire l'apprentissage des langues de France, ce qui est un scandale

pour ce pays qui prétend « incarner les droits de l'homme ». Au nombre de 40 000, les Samis bénéficient d'une chaîne TV en langue vernaculaire car les pays scandinaves considèrent que cette langue est un patrimoine mondial à entretenir et valoriser. Le développement de la chaîne galloise S4C a créé plus de 1 200 emplois peu délocalisables. En 2015, aucun média breton n'est proposé à l'échelle de la Bretagne, malgré des radios locales, des sites web etc. qui tentent de combler ce vide abyssal et consternant.

### Quel programme ?

La prochaine mandature régionale va s'inscrire à une époque charnière qui peut s'avérer décisive, dans un cas comme dans l'autre (poursuite de l'érosion des pratiques, relance de ces dernières). Au moins cinq propositions d'actions concrètes sont envisageables. Comment, lors de cette période historique, les différents partis politiques vont-ils prendre position sur cet enjeu majeur, se positionner sur cet enjeu de civilisation ?

1. Bien entendu, une première action est de poursuivre un lobbying international, européen et national pour convaincre la France et Paris de valoriser enfin la diversité linguistique et tout simplement de soutenir la langue bretonne. Il a fallu attendre 2015 et la pression de la Région pour que le délai de contractualisation des écoles Diwan soit réduit à deux ans à la place des 5 ans pendant lesquels la totalité des activités d'enseignement (locaux, enseignants, personnels) devaient être financées par les écoles elles-mêmes. Beaucoup reste à faire néanmoins pour une véritable égalité de traitement, notamment pour les locaux et le personnel non enseignant. La France a, sur ce sujet, plusieurs fois été condamnée à l'échelle



internationale (par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies en 2011, par le Conseil de l'Europe et Comité des droits de l'homme à Genève en juillet 2015...). Mais elle considère encore que la diversité linguistique est une « menace » pour l'unité française, alors que l'on sait que l'ensemble des locuteurs bretons maîtrisent parfaitement le français. Plus personne ne conteste que le bilinguisme précoce aide à l'apprentissage d'autres langues et un sondage de juin 2015 a démontré que 72 % des Français s'exprimaient en faveur de l'enseignement des langues régionales. Le lobbying externe est donc un premier élément important pour tenter de balayer ce sectarisme d'un autre âge, cette non-reconnaissance voire ce renforcement des discriminations (la fermeture envisagée en 2015 par le Rectorat de plusieurs filières bilingues dans l'enseignement catholique) indigne d'une démocratie contemporaine.

2. Déborder ce déni démocratique impose surtout une stratégie interne pour gagner définitivement ce combat, rappelons-le, de civilisation. Il s'agira tout d'abord de faire preuve de plus de pédagogie pour gagner la bataille de l'opinion. Renforcer le désir de langue, c'est encourager la pratique dans tous les secteurs : enseignement, création artistique, média, économie, vie publique... Pour lors, les campagnes de sensibilisation, bien qu'utiles, sont trop orientées vers la « sauvegarde » du breton. Certes, on trouve de brillantes exceptions réalisées notamment par l'Office Public de la Langue Bretonne. Toutefois, l'enjeu central n'est pas seulement de « sauvegarder » cet exceptionnel patrimoine mais bien d'envisager la langue bretonne comme une ressource stratégique et économique hors-norme. La langue bretonne, c'est une meilleure compréhension du pays, une

adéquation renforcée avec le milieu pour plus de performance économique et écologique. Elle est une « patte » indispensable pour la notoriété et l'identité territoriale, pour gagner en visibilité sur la scène internationale. Un importateur italien ne vient-il pas avec l'entreprise Les Côteaux Nantais de lancer une gamme de cidres mettant en avant la langue bretonne. Pour les jeunes souhaitant « vivre et travailler au pays », elle est une chance de plus pour trouver ici un emploi. Le bilinguisme précoce renforce sans contradiction possible les performances intellectuelles et favorise l'apprentissage d'autres langues. A l'instar du Pays Basque espagnol, la diffusion de cette culture renforce aussi le sentiment d'appartenance des jeunes pour un territoire nommé, ce qui permet aussi de conserver au pays les talents et les pouvoirs décisionnels. Les dynamiques linguistiques sont donc aussi des dynamiques économiques. Elles sont créatrices d'une jeunesse performante ayant d'excellents résultats, à la fois enracinée, polyglotte et ouverte sur les autres cultures. Notons enfin que cet enseignement est essentiel pour résoudre différents traumatismes psychologiques qui ont trop pénalisés les Bretons et dont nous reparlerons (dossier 15). Le renouement avec la langue bretonne n'est pas une affaire « sentimentale » ou une question de « sauvegarde ». Il s'agit d'un enjeu stratégique, de grande portée économique et sociale, voire sanitaire, pour permettre à des jeunes d'être bien dans leurs territoires, un peu comme on est bien dans sa peau. Des moyens essentiels doivent donc être ici alloués pour gagner la bataille de l'opinion en démontrant aux populations les bénéfices pluriels générés par la présence d'un enseignement créant une jeunesse bretonne, diplômée et polyglotte.

3. De façon plus concrète, l'action médiatique est essentielle. Pour lors, malgré l'énergie considérable déployée par différents acteurs (les petites radios en langue bretonne, la TV Internet Brezhoweb, le magazine Ya !, les revues Al Liamm, Bremañ, etc.), la langue bretonne reste trop inaudible au quotidien. Certes, on a ici et là quelques émissions sur les chaînes TV et radios bretonnes ou « régionales » (France 3 Bretagne, TV Rennes, Tébéo, Radio Bleu Breizh-Izel, France Bleu Armorique, les radios associatives etc.). Toutefois, la diffusion actuelle n'est pas du tout à la hauteur des enjeux. Le nouveau pouvoir régional s'engagera donc par tous les moyens à renforcer cette diffusion. Malgré les obstacles de l'Etat, il créera a minima une radio en langue bretonne sur les cinq départements, diffusant aussi les talents des artistes, auteurs et musiciens bretons qui ne bénéficient que de très peu de relais dans les médias parisiens. Ce premier agissement n'est pas un élément de « sauvegarde » mais bien de promotion et de diffusion. De multiples touristes se déplaçant en Irlande cherchent immédiatement la radio en gaélique pour s'immerger et « vivre » à plein le dépaysement. Ce n'est pas du dépaysement mais de l'activisme intelligent pour faire connaître nos singularités, promouvoir nos artistes, permettre a minima à ceux qui veulent entendre du breton de le pouvoir.



82 % de la population désire un avenir pour la langue et c'est tout simplement une question de démocratie et la région tentera au maximum, comme l'a fait le Pays de Galles, de promouvoir aussi une TV régionale en langue bretonne. N'oublions pas que le pourcentage de Basques parlant leur langue était passé de 54 % à 23 % entre 1868

et 1970. Toutefois, grâce à une politique volontariste, on dépasse aujourd'hui les 42 % de basquophones, tous bilingues et souvent trilingues. La réussite est donc possible. Pour la Bretagne, c'est maintenant ou jamais.

4. La quatrième stratégie sera de renforcer l'enseignement en langue bretonne. Il n'est pas normal, dans ce pays français on le sait rétif à la diversité, que 9 % seulement des jeunes Bretons aient accès à leur langue quand les pourcentages sont de 26 % pour le Pays Basque, de 53 % en Alsace et de 77 % en Corse (<http://www.languesregionales.org/Nombre-de-locuteurs-dans-les> ). Comment faisons-nous pour être si mauvais ? Le prochain Conseil régional s'engagera à ouvrir à bras le corps

ce dossier, en s'inspirant des autres régions françaises qui ont de bien meilleurs résultats, en cherchant aussi en Europe les solutions efficaces qui ont permis aux pays ou régions de valoriser leur patrimoine linguistique, de sauver leur culture. Et qu'on ne vienne pas nous parler de coûts... Une classe bilingue ne coûte pas plus cher qu'une classe monolingue. Il y a dans tous les cas un enseignant devant une trentaine d'élèves et des murs pour les accueillir.

5. Enfin, la Région fera de cet enjeu linguistique un axe majeur en déplaçant différents budgets (notamment concernant les transports) afin de valoriser un enjeu bien plus fondamental. Tout n'est pas « une question d'argent ». Mais est-il admissible en 2015 que le budget alloué à la promotion et à la vitalisation de la langue bretonne (3 millions d'Euros) soit plusieurs centaines de fois inférieur aux sommes investies pour le « chemin de fer » (TGV, TER etc.) ? On marche vraiment sur la tête et les élus se trompent d'enjeu. Si la finalité d'un Conseil régional est évidemment de financer les dynamiques circulatoires, il est inacceptable que ces orientations budgétaires négligent un enjeu si névralgique qui incarne la réalité et l'avenir du pays. Une écriture inverse donnera le primat à la langue et aux langues de Bretagne pour permettre, aux antipodes des actions actuelles, de gagner cette bagarre essentielle. La promotion de la langue bretonne doit être l'enjeu prioritaire du nouveau Conseil régional. La période est charnière et totalement décisive. Il est inacceptable d'accorder des miettes à un enjeu économique et sociétal aussi fondamental.

En conclusion, le développement de la langue bretonne est un marqueur territorial, un vecteur de progrès, un outil pour résoudre les problèmes d'un peuple déstabilisé, un élément de performance scolaire renforçant l'attachement au territoire, permettant davantage à ceux qui le souhaitent de vivre et travailler au pays. Cette langue assure la notoriété de certaines de nos entreprises et constitue un outil incomparable de promotion et d'individualisation touristique. Elle est surtout le logiciel de pensée permettant à un peuple de retrouver son âme. Que vont faire nos édiles ? Auront-ils, dans cette phase si importante, cette conscience bretonne pour promouvoir le substrat de notre culture et identité ?

**Le Comité de Rédaction**